

remédier aux causes socio-économiques sous-jacentes d'un si grand nombre de ces problèmes. En revanche, vos réalisations ne se limitent pas aux déclarations de bonnes intentions. Il est déjà remarquable qu'en réunissant tous les pays de l'Amérique centrale pour discuter et convenir d'une série d'objectifs en matière de sécurité socio-politique, vous en soyez arrivés à un consensus qui l'emporte sur un conflit profond et permanent. De cette façon et en sensibilisant la communauté internationale aux dangers qui existent en Amérique centrale, vous avez déjà empêché une conflagration encore plus grande.

J'ai indiqué à l'Assemblée générale des Nations Unies que lorsqu'un consensus politique aura été atteint, le Canada serait disposé à répondre favorablement aux demandes d'aide économique, et peut-être aussi à d'autres formes d'aide. Pour permettre au gouvernement canadien d'examiner efficacement les demandes qui pourront lui être faites, j'ai donné instruction aux représentants canadiens de consulter les trois commissions du Groupe de Contadora qui seront mises sur pied au Venezuela pour passer en revue les besoins économiques et sociaux, ainsi que les exigences de vérification militaire. J'ai également autorisé nos représentants à accepter l'invitation de consulter le Comité d'action pour le développement socio-économique de l'Amérique centrale (CADESCA), qui a été créé à Mexico en vue d'évaluer les besoins économiques de la région et de coordonner les activités à cet égard.

Nous avons déjà accepté d'accroître nos engagements à l'endroit de l'Amérique centrale. L'aide canadienne accordée à cette région a triplé au cours de la période allant de 1982 à 1987 pour dépasser les 100 millions de dollars. Le mois dernier, j'ai annoncé qu'une nouvelle composante du programme comporterait une ligne de crédit de 13 millions de dollars destinée à aider le Nicaragua à accroître son cheptel et à acheter des engrais. Ceci s'ajoute à l'important programme que nous avons au Honduras, deuxième pays le plus démuné de l'hémisphère, et à l'aide de plus en plus importante accordée au Costa Rica.

Il est important de reconnaître que l'aide du Canada aux pays de l'Amérique centrale n'a pas pour objet de les pénaliser ou de les récompenser en fonction de leur comportement politique. Pareille politique serait tout à fait contraire à notre objectif qui consiste à aider les pays de la région pour leur permettre de surmonter les problèmes sociaux et économiques qui causent l'injustice sociale, politique et économique.